

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

La crise de la dette ne doit pas faire oublier le rebond du chômage

■ Le redémarrage de la croissance ne s'est finalement pas confirmé en 2011 ; le ralentissement devrait se prolonger en 2012

■ Aux chômeurs restés sans emploi depuis la « grande récession » de 2008-2009 vont s'ajouter les victimes d'un nouveau choc



Le ralentissement de l'économie se confirme. « Phase périlleuse », « expansion anémique » dans les pays occidentaux, c'est en ces termes que le Fonds monétaire international a présenté le 20 septembre la correction à la

Dossier

baisse de ses prévisions de croissance mondiale, ramenée à 4 % pour 2012 (1,8 % pour les Etats-Unis et 1,1 % pour la zone euro). La reprise est devenue plus incertaine. Un scénario de « double dip », autrement dit de retour de la récession,

n'est plus exclu, alors que le marché du travail est déjà très dégradé.

En 2010, le taux de chômage avait légèrement reculé dans la majorité des pays du G20, voire significativement dans certains d'entre eux, comme l'Allemagne. Mais il est resté en 2011 à un très haut niveau – supérieur à 9 % aux Etats-Unis comme en France, 10 % dans la zone euro et plus de 20 % en Espagne. Avec un taux de chômage à 8,1 %, le Royaume-Uni a même enregistré fin août son plus grand nombre de chômeurs depuis dix-sept ans. Le BIT estime à 200 millions le nombre total de chômeurs dans le monde.

« La récession de l'économie mondiale pourrait se traduire par une pénurie massive d'emplois parmi les pays membres du G20 », alertait l'Organisation internationale du travail fin septembre, à la veille de la réunion des ministres du travail et de l'emploi préparatoire au G20 des 3 et 4 novembre à Cannes. L'économie mondiale n'est pas encore en récession, mais son ralentissement annonce une nouvelle envolée du chômage en 2012, surtout du chômage de longue durée.

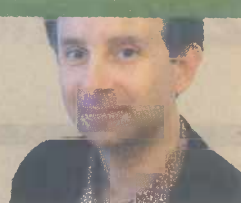
Le principal moteur de l'emploi étant la croissance du PIB, « en cas de "double dip", qui n'est pas encore une hypothèse retenue par l'OCDE

[Organisation de coopération et de développement économiques], le chômage, qui a baissé depuis six mois, va repartir à la hausse en 2012 », affirme John Martin, directeur de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le calendrier et l'ampleur de l'impact diffèrent selon les pays. L'emploi s'ajuste de façon décalée à l'évolution de la croissance, avec des délais de réaction variables en fonction de la structure de l'économie, de la flexibilité du marché du travail et des politiques de l'emploi.

►►► Lire la suite page 4

Philippe Askenazy



Gauche : demandez le programme



Nicolas Sarkozy connaît son challenger, mais pas encore le programme qui émergera du mélange des idées brassées lors de la « primaire citoyenne ». Ce programme ne se limitera pas à celui du PS tel que validé par les militants. La dégradation de la situation économique n'était pas alors aussi flagrante, et la nécessité de rebâtir un modèle économique n'était pas aussi attendue.

Car le scénario du pire se dessine : la fragilité du secteur bancaire français n'est pas une chimère, un dernier trimestre 2011 sans croissance est probable. Plusieurs grandes entreprises ont reporté des milliers de licenciements et des cessions de filiales à l'après-présidentielle. La gauche est donc condamnée à proposer un programme rigoureux et crédible. Mais il ne s'agit plus de « satisfaire les marchés » pour garder un triple A. La rigueur est due, d'abord, aux citoyens.

Depuis trop longtemps, poussés par de nombreux lobbies, les gouvernements successifs ont dilapidé des centaines de milliards d'euros dans des dispositifs d'exonération fiscale inefficaces au profit des puissants. Ce ne sont ni nos hôpitaux, ni nos écoles, ni notre police, ni notre justice qui sont responsables de la situation budgétaire ; même s'ils coûtent, les Français voient tous les jours qu'ils répondent, avec de plus en plus de difficultés, aux besoins de la population. La réforme fiscale doit donc être menée méticuleusement pour éviter de créer de nouvelles échappatoires que les contribuables riches ou non salariés savent exploiter.

Côté dépenses, le contrat de génération avancé par François Hollande ne peut figurer dans le programme final, car ce type de dispositif induit un fort effet d'aubaine. Au mieux, chaque demi-emploi créé pour un jeune et chaque demi-emploi sauvé pour un senior coûteraient à l'Etat l'équivalent de quatre infirmiers ou policiers... et pourraient se substituer à un salarié de 25 à 50 ans. A l'inverse, la proposition du même François Hollande d'afficher un plan multiannuel de recrutement d'enseignants est le meilleur moyen de repeupler les préparations aux concours, et ainsi de recruter de bons enseignants pour nos enfants.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'experts Energie Page 13
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
Multiposte ■ Collectivités territoriales
Pages 11 à 16

Consultez notre site: www.lemonde.fr

L'éclairage de Martin Wolf p. 2



Une fois l'eurozone apaisée, il faudra vite réduire les déséquilibres de compétitivité

Acteurs p. 2

John Cadbury, chocolatier et patron social, par J.-M. Vaslin

Chronique p. 3

Bercy tente d'étouffer le débat fiscal, par Thibault Gajdos



Demandez
le programme

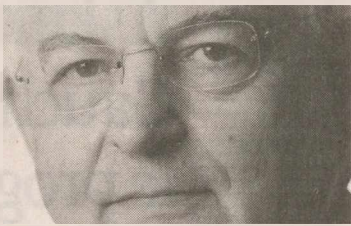
►►► Suite de la chronique de
Philippe Askenazy

Le Parti socialiste devra aussi éviter les nombreuses fausses bonnes idées « gratuites ». La TVA sociale défendue par Manuel Valls est discutée depuis trente ans. Mais les bouclages macroéconomiques ne font guère espérer d'effet notable, sauf éventuellement à la mettre en œuvre par surprise : elle ne peut donc figurer dans un programme ! De même, l'idée de Martine Aubry d'un « panier citoyen » de produits de base négocié avec la grande distribution est stigmatisante pour les Français financièrement modestes, qui aspirent à profiter de la société de consommation plutôt que d'être enfermés dans une trappe inégalitaire de consommation.

Enfin, la crédibilité impose de trancher. C'est le cas notamment du nucléaire. Là aussi, les événements s'imposent aux politiques. Depuis Fukushima, le marché mondial de centrales se contracte, ce qui augmentera les coûts unitaires dans cette industrie à rendement croissant ; et les coûts de sûreté explosent. Aujourd'hui, personne ne peut sérieusement affirmer quelle énergie sera à long terme la plus rentable. Mais, il faut faire un choix. La Suisse ou l'Allemagne l'ont fait dans le même sens : le financement de la recherche nucléaire de ces pays est réaffecté vers les technologies de démantèlement et les énergies renouvelables ; on sous-estime la capacité du monde de la recherche à assurer la transition d'une thématique à l'autre. Prolonger nos centrales et donc repousser leur démantèlement, poursuivre au ralenti le renouvellement de notre parc nucléaire tout en augmentant par comimonieusement le renouvelable expose la France à n'être performante sur aucun segment énergétique. Sauf à devoir dépendre durablement des technologies de nos voisins, la France ne peut se permettre un entre-deux.

Il n'y a plus que quelques semaines pour parvenir à un programme présidentiel solide, à gauche comme à droite. ■

Philippe Askenazy, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris.



Par Martin Wolf

Plus personne aujourd'hui ne considère la crise de la zone euro comme un petit problème local. Elle est devenue l'épicentre d'une réplique de la crise financière mondiale qui pourrait s'avérer encore plus destructrice que le séisme initial. Potentiellement, il s'agit d'un triple choc : crise financière ; crise des dettes souveraines, dont la dette italienne, troisième plus gros débiteur souverain au monde ; et enfin crise du projet européen, lourde de conséquences politiques incalculables. Rien d'étonnant à ce que les gens soient effrayés. Ils ont bien des raisons de l'être.

Un des indicateurs de l'anxiété croissante est que les « credit default swaps » (titres d'assurance sur les risques de défaut) sur les Etats européens les plus solvables, France et Allemagne, ont commencé à augmenter. Il est stupéfiant de constater que le taux sur les titres souverains de l'Allemagne est légèrement plus important que celui du Royaume-Uni. Cela traduit la crainte de voir le sauvetage des membres les plus faibles de la zone euro devenir un fardeau trop lourd. Ma conviction est que l'Allemagne fera tout son possible pour préserver le fonctionnement de la zone euro, à condition que cela ne menace pas sa propre solvabilité. Or, comme le souligne Hans-Werner Sinn, de l'institut CESifo de Munich, cette menace semble se rapprocher (« *How to Rescue the Euro: Ten commandments* », 3 octobre 2011, www.voxeu.org).

Dans ce contexte inquiétant, que doit (et peut) faire la zone euro ? L'essentiel de la réponse est qu'elle doit affronter la crise immédiate avec des moyens qui permet-

L'éclairage Au-delà de la crise de la dette, l'Union européenne vit une crise des balances de paiement, due au déséquilibre de compétitivité

Le nécessaire ajustement

tront également de résoudre les défis à plus long terme.

Le consensus général parmi les responsables et commentateurs mondiaux est que la zone euro doit prendre les initiatives suivantes : classer les pays en difficulté en pays insolvable et pays illiquides ; restructurer les dettes des premiers et apporter un soutien illimité mais temporaire aux seconds ; recapitaliser les banques, après des tests de résistance qui permettent de prendre acte des pertes sur les dettes souveraines, soit au travers des Trésors nationaux, soit au travers du Fonds européen de stabilité financière, en accord avec la flexi-

seraient impossibles dans une union monétaire. Ils se sont trompés. En l'absence de financement transfrontalier automatique, un déficit extérieur non financable se transforme en crise de crédit intérieur. Par conséquent, le risque sur la monnaie ressurgit, dans la mesure où l'Union regroupe des Etats largement souverains.

Il est faux d'affirmer que tous les pays aujourd'hui en difficulté ont mené une politique budgétaire irresponsable avant la crise. C'était vrai de la Grèce. On peut avancer aussi que c'était vrai de l'Italie, avec le fardeau énorme de sa dette. Mais l'Irlande et l'Espagne

cits budgétaires. Quand c'est le secteur public qui avait emprunté (comme en Grèce), le déficit budgétaire s'est encore creusé.

Ce qui aurait pu et, dans la conception originelle de la zone euro, aurait dû se passer, c'est un arrêt du financement, une énorme dépression, une baisse des salaires nominaux, une cascade de défauts et, après des années de dévastation, la reprise. Autrement dit, on aurait assisté à un ajustement sans financement. Or ce qui s'est passé, c'est un ajustement extrêmement limité doublé d'un financement par la BCE de banques à la solvabilité douteuse et par des prêts accordés par d'autres gouvernements et le FMI.

Parmi les pays membres de la zone euro touchés par la crise, l'Irlande seule a réussi son ajustement, grâce à une énorme dépréciation des coûts unitaires de main-d'œuvre et un ajustement massif de la balance extérieure. Mais d'une manière générale, comme le remarque le professeur Sinn, on a vu un mélange de financement et de récession. Le principal défi sera de rendre la gestion de la crise compatible avec l'ajustement.

Les voix critiques telles que celle du professeur Sinn attirent l'attention sur le risque de voir un financement excessif mettre en

péril, sinon détruire, les incitations à l'ajustement. Il existe pourtant un danger inverse, celui de voir échouer un ajustement imposé aux plus faibles à cause de l'absence d'un ajustement correspondant chez les plus forts. Cela ne sera pas un problème insoluble si ceux que l'on contraint à l'ajustement sont de petits pays. Ce serait un vaste problème dans le cas de grands pays. Le danger serait alors de voir s'amorcer une spirale vers le bas à mesure que l'austérité serait exportée et réexportée.

Il faut absolument trouver un moyen de juguler la crise actuelle sans provoquer une nouvelle panique. Mais rien ne serait résolu si cela devait déboucher sur un financement permanent d'économies essentiellement non compétitives. En même temps, un ajustement unilatéral et trop hâtif ne ferait qu'aggraver les ralentissements dans la zone euro et dans les économies mondiales. Ce qu'il faut, c'est le financement et l'ajustement. A moins et jusqu'à ce que cette combinaison délicate soit réalisée, on ne fera qu'appliquer un emplâtre sur une jambe de bois. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton).

Ce que les pays vulnérables ont en commun, c'est une dépendance à l'égard des prêts étrangers

bilité qu'autorisent les décisions prises en juillet 2011.

Mettre en œuvre ce paquet de mesures tendra le processus de décision intergouvernemental de la zone euro jusqu'au point de rupture – et peut-être même au-delà.

Mais mon inquiétude va plus loin : les solutions évoquées plus haut, bien qu'aujourd'hui nécessaires, ne traitent que les symptômes du mal, et non ses causes profondes.

Car il s'agit au fond bien plus d'une crise des balances des paiements, dont les racines sont à chercher dans les errements du secteur financier et dans la divergence de compétitivité, que d'une simple crise budgétaire. Les architectes de la zone euro pensaient que les crises des balances des paiements

enregistraient des excédents budgétaires, et une dette publique nette négligeable : celle de l'Irlande équivalait à 12 % du PIB en 2006, tandis que celle de l'Espagne se montait à 31 %, soit bien moins que les 60 % de la France et les 53 % de l'Allemagne. Même la dette nette du Portugal n'atteignait que 59 % du PIB.

Ce que les pays vulnérables avaient en commun, c'est une dépendance à l'égard des prêts étrangers pour financer les déficits, qu'ils fussent publics ou privés. Lorsque ce financement extérieur s'est tari, les économies se sont contractées. Là où c'est le secteur privé qui avait emprunté (comme en Irlande et en Espagne), l'éclatement de la bulle des actifs a entraîné un creusement énorme des défi-



Le livre
Ironie créative

Baucoup a été dit sur le concept de destruction créatrice. On a plus rarement souligné son ironie. Ce livre reprend la deuxième partie de *Capitalisme, socialisme et démocratie*, paru pour la première fois aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale. Le texte est imprégné du climat intellectuel de la fin des années 1930. Il n'en demeure pas moins d'une frappante actualité.

Joseph Schumpeter (1883-1950) y examine les raisons de ce qu'il appelle l'« autodestruction » du système capitaliste. Ce phénomène est-il lié à la « disparition des occasions d'investissement », comme le pensait Keynes ? Au déclin de la famille bourgeoise ? Au crépuscule de la fonction d'entrepreneur ? A une « surproduction d'intellectuels » (dont Schumpeter fait lui-même partie) qui critiquent le système ? Sans doute. Mais, pour le penseur autrichien, les causes sont plus profondes. « *La vision de Marx était juste* », écrit-il, en soulignant le mot « vision ». « *Le processus capitaliste s'attaque (...) à son propre cadre institutionnel* ». Et notamment à

l'idée fondamentale, sacrée, de propriété.

Dans des pages prophétiques, peut-être les plus étonnantes du livre, Schumpeter montre comment ce que l'on appelle aujourd'hui la dématérialisation, ou la financiarisation de l'économie, « *en substituant un simple paquet d'actions, aux murs et aux machines d'une usine, dévitalise la notion de propriété* ». « *L'appropriation dématérialisée, défonctionnalisée et absentéiste, écrit-il, ne provoque pas et n'impose pas, comme le faisait la propriété vécue de naguère, une allégeance morale. Finalement, il ne restera personne pour se soucier réellement de la défendre* ».

Pour celui que l'on présente volontiers, aujourd'hui encore, comme un économiste hérétique, le « credo socialiste » n'était qu'une variante du credo capitaliste. Ironie de l'histoire, c'est le succès – et non l'échec – du capitalisme qui, selon Schumpeter, désignait le socialisme comme « *son héritier présomptif* ». Ce qui ne voulait pas dire, pour lui, que le capitalisme n'avait pas encore de beaux ou sombres jours devant lui. ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Jacques-Marie Vaslin
Cadbury: l'utopie en chocolat

Si l'envie vous prenait de flâner dans la petite ville de Bournville, dans la banlieue sud de Birmingham (Royaume-Uni), vous seriez certainement impressionné par les belles maisons, en colombages ou en briques, qui jouxtent l'usine Cadbury. Dans cet écrin de verdure se situe la plus grande usine de Grande-Bretagne, avec 3 000 salariés répartis sur 31 hectares. Chaque semaine, 1800 tonnes de chocolat sortent de l'usine. Elle aurait même inspiré Roald Dahl (1916-1990) pour son livre *Charlie et la chocolaterie*. Autre particularité, vous ne trouverez pas d'alcool dans les magasins, et pour cause, les Cadbury sont des quakers, prônant la sobriété et la philanthropie. Ils tiennent à détourner les classes populaires de l'alcool, véritable fléau dans les pays industriels.

La saga débute au milieu du XIX^e siècle, quand John Cadbury (1801-1889) reprend un magasin de thé et de café, auxquels il ajoute une boisson chocolatée. A cette époque, on n'a pas encore trouvé la recette de la préparation du bon chocolat. Parce que le cacao est

composé d'environ 55 % de matière grasse, les boissons chocolatées sont la plupart du temps coupées avec de l'amidon ou de la mélasse pour en rendre le goût moins insupportable au palais. A croire que John Cadbury savait doser ces ingrédients, son chocolat devenait de plus en plus populaire, au point de lancer une production à l'échelle industrielle en 1831, acte de naissance de la saga familiale.

Production révolutionnée

Les affaires se développent rapidement et, dès 1842, Cadbury vend onze sortes de cacao et seize boissons chocolatées différentes. En 1849, Cadbury lance le chocolat à croquer, l'ancêtre des plaquettes. En 1861, John Cadbury prend sa retraite et cède la direction de l'entreprise à deux de ses fils, Richard et George. Cinq ans plus tard, l'achat d'une machine à un producteur hollandais, Coenraad Johannes van Houten (1801-1887), va révolutionner la production. Cette presse a pour objet de réduire le beurre de cacao contenu dans les fèves, rendant le chocolat plus digeste. Des opérations de marketing bien orchestrées permettront

à l'entreprise de devenir numéro un en Grande-Bretagne. Les chocolats s'exportent dès 1881, mais l'entreprise prendra une véritable dimension internationale après la première guerre mondiale, quand les progrès technologiques auront rendu le chocolat plus abordable.

Les frères Cadbury ne sont pas seulement de géniaux entrepreneurs, ils vont aussi faire de l'entreprise un modèle social. Richard et George ont hérité de leur père l'envie d'améliorer les conditions de la classe laborieuse. C'est en 1879 qu'un nouveau site de production est choisi, baptisé Bournville, d'après le nom d'un petit ruisseau. Rapidement, des maisons au charme bien anglais sortent de terre pour accueillir les employés. Suivent une bibliothèque, une école, un hôpital et une laverie, auxquels s'ajoutent des infrastructures de sport. Bournville représente pour les deux frères l'incarnation de la cité idéale.

L'entreprise, qui poursuit son développement au XX^e siècle à coups d'acquisitions, emploie aujourd'hui 50 000 salariés dans soixante pays. Mais ce fleuron de l'industrie britannique, symbole

d'une aventure industrielle et sociale, s'est fait racheter en 2010 par le géant américain Kraft, qui a déboursé pour l'occasion 11,9 milliards de livres sterling (13,6 milliards d'euros). A croire que toutes les belles histoires ont une fin. ■

Jacques-Marie Vaslin est maître de conférences à l'IAE d'Amiens.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Téléc. : 206 806 F

Edité par la Société éditrice
du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelewicz

La reproduction de tout article est interdite sans
l'accord de l'administration. Commission paritaire
des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037

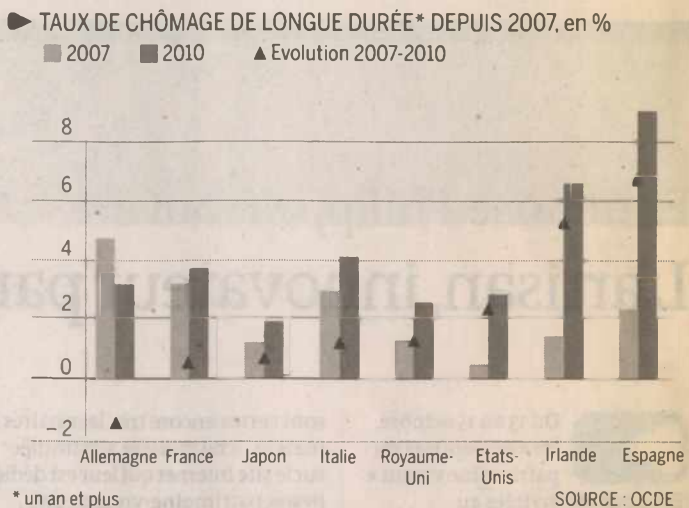
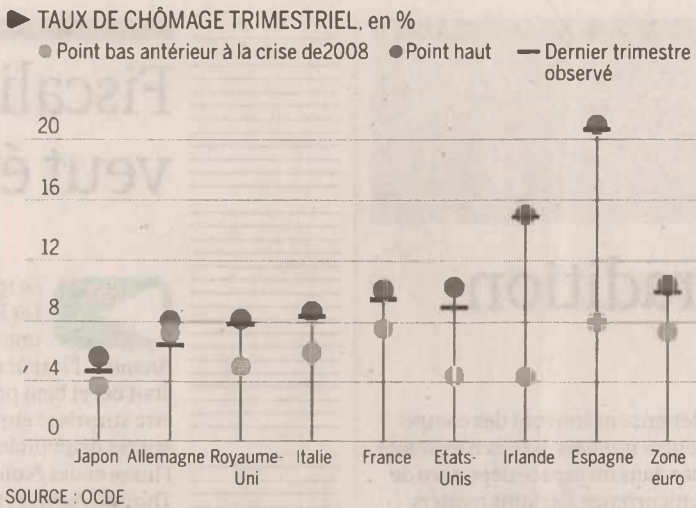
Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France

OJD
PRESSE
PAYANTE
2008

Longue durée

La récession de 2008-2009, caractérisée par la hausse des taux de chômage de longue durée et de chômage des jeunes, n'a pas encore fini de produire ses effets, que le nouveau ralentissement de l'économie entame la confiance des ménages et des entreprises. « On parlait avant des chômeurs de plus de six mois, on parle maintenant des chômeurs de plus d'un an », déclarait le 15 septembre le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, pour présenter les « Perspectives de l'emploi 2011 ». Si une légère décline du chômage a marqué l'année 2010 dans plusieurs pays, les périodes de hausse ont été longues, ce qui accroît le chômage de longue durée. Les périodes de hausse varient de moins de quatre trimestres en Allemagne, au Chili et en Israël, à plus de dix aux Etats-Unis, en Islande, au Canada et au Portugal, voire à quatorze et quinze trimestres en Irlande et en Espagne.

Depuis 2007, le chômage de longue durée a ainsi plus que triplé en Espagne et aux Etats-Unis, malgré les fortes interventions des pouvoirs publics (plans de relance et soutiens à l'emploi). ■



La part des personnes au chômage depuis plus d'un an est passée en trois ans de 10 % à 34 % aux Etats-Unis et de 25 % à 50 % en Irlande

Préserver le soutien à l'emploi, malgré la rigueur

►►► Suite de la première page

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) évalue cette réactivité à « un peu plus de trois trimestres pour la France et le Royaume-Uni, contre un trimestre seulement aux Etats-Unis ou en Espagne, cinq trimestres en Allemagne et neuf au Japon », indique Eric Heyer, directeur adjoint au département analyse et prévision de l'OFCE.

D'après ce modèle, « l'Espagne et les Etats-Unis ont terminé d'ajuster leur niveau de l'emploi à la baisse d'activité de 2008 », indique M. Heyer. Ce qui ne signifie

pas que leur taux de chômage va baisser en 2012 : stable aux Etats-Unis, il est attendu en légère baisse en Espagne – à plus de 20 %. Mais en cas de « re-crise », les conséquences sur l'emploi y seraient limitées aux effets de ce nouveau choc, contrairement aux pays dont le marché du travail est moins réactif, comme la France par exemple, « qui pourrait cumuler en 2012 la fin de l'impact de la crise de 2008 avec de nouvelles destructions d'emplois dues au ralentissement de l'activité de 2011 », ajoute M. Heyer.

En effet, durant la première période de ce que l'OCDE appelle désormais « la grande récession »

de 2008-2009, en France, les entreprises ont limité les destructions d'emplois et misé sur le temps partiel, réduisant ainsi leur productivité en attendant la reprise. Aujourd'hui, la croissance ne revient pas et « les marges des entreprises s'effondrent. Pour les restaurer, elles devront donc soit augmenter leurs prix, soit supprimer des emplois », estime Eric Heyer.

Toujours d'après le modèle de l'OFCE, avec une croissance zéro au deuxième trimestre 2011, la France pourrait connaître une nouvelle hausse du chômage dès le 1^{er} trimestre 2012.

Les prévisions révisées par les

conjoncturistes annoncent des niveaux de chômage très élevés pour 2012 : 20,6 % en Espagne, 16,5 % en Grèce, 14,1 % en Irlande et au Portugal, 9,8 % en France, 9,2 % aux Etats-Unis, 8,3 % au Royaume-Uni et 6,7 % en Allemagne, indique Sylvain Broyer, économiste en chef adjoint de Natixis.

Crise immobilière

Les niveaux historiques attendus aux Etats-Unis, en Irlande et en Espagne sont directement liés au boom de la construction qui y a précédé la crise. « Nombreux sont ceux qui se sont tournés vers ce secteur prometteur, interrom-

pant parfois leurs études. Ils sont devenus chômeurs et le restent, car il faut une bonne décennie pour absorber une crise immobilière comme celle de 2008 », rappelle M. Broyer.

Dans ces trois pays, « le grand risque pour le marché du travail est une augmentation encore plus forte du chômage de longue durée », explique John Martin, de l'OCDE. Aux Etats-Unis, la part du chômage de longue durée dans le chômage total a déjà triplé, passant en trois ans de 10 % à 34 %, un niveau jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. En Irlande, elle est passée de 24 % en 2008 à plus de 50 % en 2011, et le nombre

d'emplois dans la construction continue de baisser ».

Dans un scénario de « double dip », une aggravation du chômage de longue durée est une conséquence quasi inéluctable pour tous les pays marqués par une hausse du chômage. L'observation de l'évolution de l'emploi dans les pays de l'OCDE depuis les années 1970 a permis d'établir que, « lorsque le taux de chômage total augmente d'un point, celui du chômage de longue durée augmente au bout de trois ans d'environ un demi-point », affirme Stéphanie Guichard, économiste senior au département affaires économiques de l'OCDE. ►►►

Faute de reprise économique, l'Espagne reste engluée dans le chômage

Madrid
Correspondance

Il y a quatre ans, au troisième trimestre 2007, l'Espagne enregistrait un nombre inédit de personnes en emploi : près de 20,5 millions. Les chômeurs, au nombre de 1,8 million, ne représentaient alors que 8 % de la population active.

Quatre ans plus tard, le pays bat un nouveau record, mais c'est celui du nombre de chômeurs : 4,8 millions, soit un taux de chômage de 21 %, et de 46 % pour les 15-24 ans. Des chiffres sans égal en Europe.

« Le plus gros choc a eu lieu début 2009, lorsque des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées au chômage en même temps », rappelle Florentino Flegueroso, directeur de la chaire de capital humain à la Fondation des études d'économie appliquées (Fedea) et professeur à l'université d'Oviedo.

Or la couverture chômage est au maximum de deux ans. Une grande part des chômeurs de 2009 ont donc déjà épuisé leurs droits. En juillet 2010, 80 % des chômeurs enregistrés par le ministère du travail percevaient des indemnités. Ils sont encore 71 % aujourd'hui. Mais ce taux descend très rapidement.

Selon les statistiques de la sécurité sociale, 1,3 million de per-

sonnes ne perçoivent aucune prestation. Mais si l'on prend en compte l'Enquête de population active (EPA), considérée plus fiable par les économistes, ce chiffre serait proche des 2 millions. Pourtant, entre 2008 et 2010, le volume des aides et prestations destinées aux chômeurs a doublé, pour atteindre 3 % du PIB.

Exode

« Le système ne peut se maintenir dans le temps que si l'on baisse les salaires, le prix des logements, le coût de la vie. Il faut aussi que les immigrés, qui sont cinq millions à être venus durant la croissance, repartent, et que les Espagnols qui le peuvent s'en aillent travailler ailleurs », estime Rafael Pampillon, économiste et professeur à l'IE Business School.

Selon l'Institut national de statistique (INE), cet exode est déjà

en cours. Cette année, le pays devrait perdre près de 100 000 habitants.

Conscient du problème, le gouvernement socialiste a créé à l'été 2009 une aide, provisoire, de 426 euros par mois pour les chômeurs en fin de droits.

Initialement limité à une durée de six mois, le « subsidie », c'est son surnom, a été reconduit pour les nouveaux chômeurs arrivant en fin de droits (mais sans prolongation pour ses bénéficiaires), une première, une deuxième puis une troisième fois...

Mais les chiffres du chômage ne s'améliorent toujours pas. Contrairement aux prévisions du gouvernement, le nombre de chômeurs a augmenté de près de 100 000 au mois de septembre. Pis, la plupart des économistes prévoient que les destructions

d'emplois se poursuivront. La barre des cinq millions sera dépassée au premier trimestre 2012.

Les mesures d'austérité prises par les régions pour contenir leur déficit ont aggravé la situation. « Il n'y a pas eu de réflexion sur les coupes en fonction de leur impact sur l'emploi », juge M. Flegueroso.

Les économistes s'accordent sur le fait que l'Espagne doit, pour créer de l'emploi, changer son modèle productif, basé sur le tourisme et la construction. Mais il faudra au moins dix ans pour y parvenir.

Que faire, pendant ce temps ? « Générer de la confiance pour que des entreprises investissent en Espagne. Flexibiliser le marché de l'emploi. Réformer les conventions collectives. Pour qu'il soit plus facile et moins cher d'embaucher », estime M. Flegueroso. Le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero a justement annoncé récemment la possibilité d'enchaîner à l'infini des contrats temporaires, la suppression de charges sociales et le versement de primes à l'embauche de jeunes, ou encore la réduction des indemnités de licenciement de 45 jours par année travaillée à 33. Mais ces mesures n'ont eu, pour l'instant, aucun effet sur l'emploi. ■

Sandrine Morel

Questions-réponses « Double dip »

1 Qu'est-ce qu'un « double dip » ?

C'est l'autre façon de parler d'une récession de type W, caractérisée par une première chute du produit intérieur brut (PIB), suivie, après une reprise avortée, d'une rechute plus profonde. L'exemple le plus connu est celui de la récession à « double creux » que les Etats-Unis ont connue au début des années 1980. L'économie américaine était alors entrée en récession de janvier à juillet 1980, avant de repartir jusqu'en juillet 1981, où elle a replongé jusqu'en novembre 1982. Pour l'instant, les prévisionnistes n'envisagent pas de récession en 2012, mais un ralentissement général de la croissance. L'OFCE prévoit ainsi une croissance à 0,9 % du PIB en 2012 pour la zone euro et à 0,8 % du PIB pour la France, selon les dernières perspectives publiées le 14 octobre.

2 Par quel mécanisme le nouveau ralentissement d'activité va-t-il augmenter le chômage de longue durée ?

Après un premier ralentissement de l'activité, le taux de chômage a augmenté en 2009. Si l'amélioration de l'activité économique de 2010 s'était poursuivie au-delà du deuxième trimestre 2011, les entreprises auraient eu le temps de reconstituer leurs marges perdues et auraient pu réem-

baucher. Mais faute d'un réel retour de la croissance, les chômeurs qui auraient retrouvé le chemin de l'emploi deviennent des chômeurs de longue durée, tandis qu'une part des nouveaux entrants sur le marché du travail viennent gonfler les rangs des nouveaux chômeurs.

3 Qu'est-ce qu'on appelle mesures actives et mesures passives des politiques de l'emploi ?

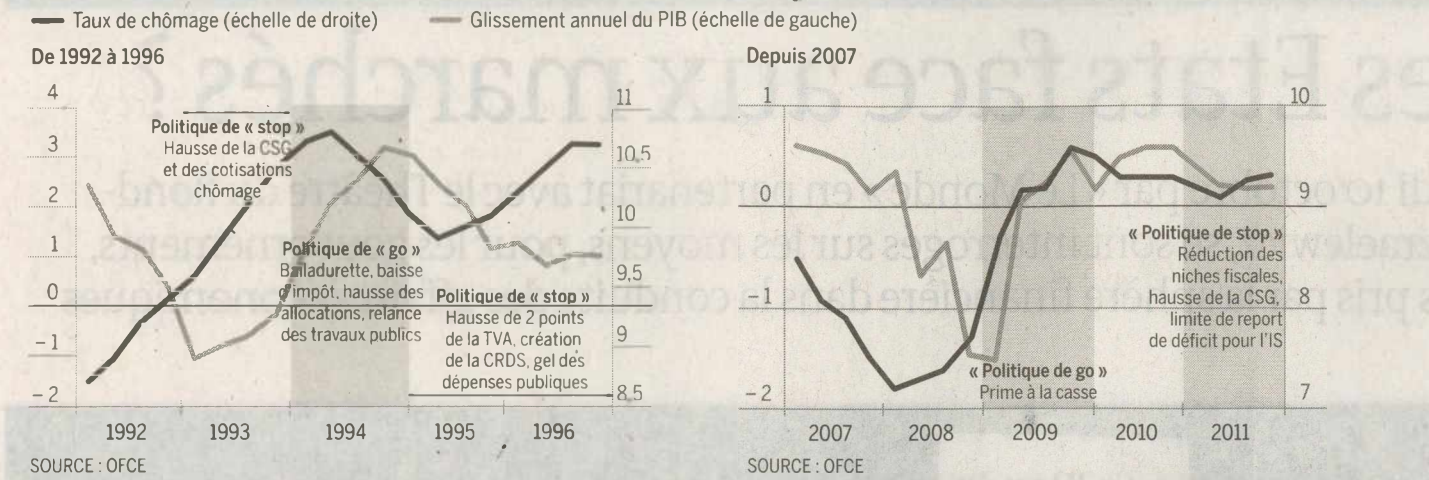
Les politiques de l'emploi qui se sont développées dans tous les pays occidentaux après le choc pétrolier de 1974 comportent des mesures dites actives et d'autres dites passives, qui ont toutes vocation à soutenir l'emploi.

Les mesures actives aident au retour à l'emploi. Il s'agit du service public de l'emploi, de la formation professionnelle, du partage du travail (temps partiel ou rotation dans l'emploi), d'incitation à l'emploi (crédit d'impôt), d'aide à la création d'entreprise, des emplois aidés ou de la création directe d'emplois (développement de l'emploi public).

Les mesures passives sont des soutiens financiers aux sans-emploi : l'indemnisation des chômeurs ou les préretraites.

Toutes ces mesures sont coûteuses. Mais l'impact des mesures passives est immédiat, tandis que celui des politiques actives peut prendre plusieurs années. ■

EFFET DES MESURES DE SOUTIEN À L'EMPLOI EN PÉRIODE DE CRISE ÉCONOMIQUE, en %



En France, le nombre de chômeurs de longue durée a ainsi augmenté de près de 30 % depuis le début de la crise. En 2010, 40 % des chômeurs étaient des chômeurs de longue durée.

du marché du travail dites « Hartz IV » ont été réalisées il y a longtemps, en 2005, et en période de bonne conjoncture. Mais lorsque la croissance est en berne, la création d'emplois l'est aussi.

Il faudrait pourtant éviter de répéter les politiques de « stop and go », qui ont déjà échoué en France lors de la crise de 1993, où l'interruption prématurée des mesures de soutien à l'emploi avait été suivie d'une hausse du chômage.

de qualité en matière de contrats aidés, et une exonération de charges pour les embauches de jeunes et de seniors dans les TPE », estime la présidente du Conseil d'orientation pour l'emploi, Marie-Claire Carrère-Gée.

Dès janvier 2012, 1,8 million d'Américains de plus risquent de se retrouver sans indemnités



A Oakland, aux Etats-Unis, le 13 octobre. Des tentes sont installées devant la mairie dans le cadre du mouvement « Occupation de Wall Street », constitué pour dénoncer les abus du capitalisme financier.

New York
Correspondance
L'écrivain Barbara Ehrenreich, auteure d'On achève bien les cadres (Grasset, 2007), a un jour prétendu être au chômage pour voir combien de temps serait nécessaire pour retrouver un travail.

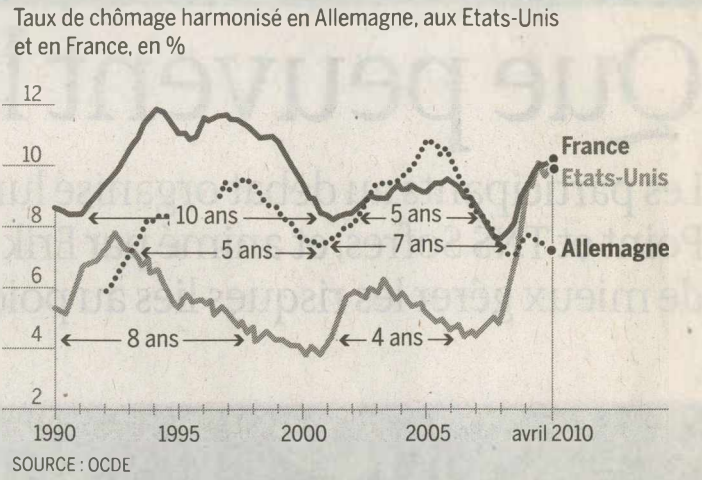
d'hui, certains Etats vont jusqu'à 99 semaines.
Mardi 11 octobre, le nouveau plan emploi présenté par le président Obama a été rejeté par le Sénat.

les pratiques de licenciement ont bien changé : « Dans les années 1960, le dernier embauché était le premier parti. Aujourd'hui, on supprime des divisions entières. Des salariés très avancés dans leur carrière se retrouvent sans travail, et ils ont plus de mal à en retrouver. »

deux années d'études supérieures sont plus touchés que d'autres. Plus le chômage dure, plus il est difficile de trouver un emploi.

Dossier Economie 5

DURÉE DE L'IMPACT DES CRISES SUR L'EMPLOI



« Le coup de frein à la croissance pèsera surtout sur les chômeurs âgés »

Annie Jolivet, économiste et chercheuse au Centre d'études de l'emploi (CEE)

Les seniors sont-ils particulièrement vulnérables sur le marché de l'emploi, si le coup de frein actuel subi par la croissance se confirmait, en France, au cours des prochains mois ?



Sur un marché du travail comme le nôtre, les salariés plus âgés sont moins vulnérables au chômage que les jeunes et les salariés d'âge intermédiaire.

En période de récession, les employeurs ajustent d'abord leurs effectifs en ralentissant, voire en stoppant les recrutements, en réduisant le recours à l'intérim et les emplois à durée déterminée et en utilisant le chômage partiel.

En revanche, les seniors ont plus de difficultés à retrouver un emploi lorsqu'ils se trouvent au chômage.

Dans une phase de reprise, la baisse du chômage bénéficie d'abord aux chômeurs les plus récents et aux jeunes chômeurs. La baisse du nombre de chômeurs âgés n'intervient qu'avec un décalage assez important, ce qui nécessite une reprise économique durable.

Qu'a-t-on pu observer, depuis le début de la crise, en matière d'emploi des seniors ?

Du premier trimestre 2008 au deuxième trimestre 2011, le taux d'emploi des 55-64 ans est globalement resté en hausse – il a néanmoins stagné entre le dernier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009, puis au milieu de 2010.

La progression moyenne a été particulièrement forte pour les 55-59 ans. Cette évolution est

Parcours

2011 Annie Jolivet est chercheuse au Centre d'études de l'emploi (CEE) et chercheuse associée à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) ainsi qu'au Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail (Creapt).

2010 Elle signe le livre Travailler plus longtemps, Problèmes politiques et sociaux, n° 973-974, juin-juillet 2010, La Documentation française, 184 pages.

relativement surprenante, puisqu'on observe, en parallèle, une augmentation du nombre de chômeurs de 50 ans et plus depuis septembre 2008, en particulier due à des licenciements, jusqu'à l'automne 2009.

Ce paradoxe peut s'expliquer par la très forte progression des entrées de seniors dans des dispositifs de reclassement et des contrats aidés non marchands, de l'automne 2008 jusqu'au milieu 2010, et par le report du départ en retraite pour les personnes en mesure de le faire.

En revanche, le nombre de personnes entrant dans des dispositifs publics de préretraite a continué à diminuer au cours de la crise, et se situe à un niveau très bas aujourd'hui.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, la dernière réforme des retraites ajoute, dès cette année, 40 000 personnes supplémentaires à la population active française. Quelle en est la conséquence sur le marché de l'emploi ?

Il était tout à fait prévisible que le nombre de personnes plus âgées augmente dans la population active, compte tenu de la structure démographique de la France : elle a connu une longue période d'un baby-boom beaucoup plus fort que celui des autres pays européens.

De plus, l'âge minimum de la retraite à taux plein a été relevé récemment et, surtout, l'augmentation de la durée d'assurance requise a été élargie depuis longtemps. Enfin, l'effet de la retraite anticipée pour longue carrière s'atténue désormais très nettement, après avoir concerné plus de 100 000 personnes par an entre 2004 et 2008.

Mais prendre en compte l'impact de la réforme des retraites sur la population active ne doit pas conduire à conclure que ces personnes supplémentaires pèseraient sur l'accroissement du chômage. Car le problème essentiel reste celui des créations d'emplois.

On peut néanmoins s'interroger sur la pertinence d'une harmonisation des âges légaux de la retraite entre des pays comme la France et l'Allemagne, dont les contextes économiques et démographiques sont très largement différents.

Propos recueillis par Adrien de Tricornot

Que peuvent les Etats face aux marchés ?

Les participants au débat organisé lundi 10 octobre par « Le Monde » en partenariat avec le Théâtre du Rond-Point et TNS Sofres, et animé par Erik Izraelewicz, se sont interrogés sur les moyens, pour les gouvernements, de mieux gérer les risques liés au poids pris par la sphère financière dans la conduite des affaires économiques



De gauche à droite : Edouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres ; Marc Roche, correspondant du « Monde » à Londres et auteur du « Capitalisme hors la loi » (Albin Michel, 272 p., 19 €) ; Philippe Aghion, professeur à Harvard et à l'Ecole d'économie de Paris, coauteur de « Repenser l'Etat » (Seuil, 120 p., 11.50 €) ; Jérôme Cahuzac, député (PS) de Lot-et-Garonne et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale ; Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne (Alliance centriste) et ancien président de la commission des finances du Sénat ; Maria Nowak, fondatrice de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) et auteur de « L'Espoir économique » (JC Lattès, 2010) ; Erik Izraelewicz, directeur du « Monde ». JEAN-LUC LUYSSSEN POUR « LE MONDE »

Erik Izraelewicz : Comment l'opinion perçoit-elle le retour de la crise financière et économique ?

Edouard Lecerf En 2008-2009, après la chute de Lehman Brothers, le citoyen de base a eu le sentiment que la crise, que lui-même ressent comme une constante de sa vie quotidienne depuis longtemps, concernait, enfin, « ceux d'en haut ». Mais trois ans plus tard, lorsque la crise recommence, le sentiment dominant est que celle-ci est utilisée par « ceux d'en haut » soit comme une excuse pour exiger que l'on se serre encore plus la ceinture, soit comme la justification de leur impuissance. Il y a ainsi une conjonction des « deux crises », celle qui est vécue quotidiennement et celle « d'en haut ».

Nous observons dans nos sondages, et c'est nouveau, une convergence entre la perception de la gravité de la crise pour soi-même et la perception de sa gravité « pour le pays », ou « pour l'économie », qui était traditionnellement plus forte. De plus, la méfiance par rapport aux dirigeants atteint des sommets, tout comme l'angoisse du lendemain – liée au sentiment que la crise va altérer le système de protection sociale. La désolidarisation potentielle par rapport aux autres Européens – on demande : « Faut-il payer pour Athènes ? » comme l'on demandait : « Faut-il mourir pour Dantzig ? » en 1939 –, ou par rapport aux autres catégories sociales – « Pourquoi devrais-je me serrer la ceinture, plutôt que les autres ? » – est aussi au plus haut. Ces sujets, ces craintes, ces attentes structureront le débat politique des mois qui viennent.

Les marchés menacent-ils la souveraineté des Etats ?

Jean Arthuis Une nation est-elle encore indépendante quand son Etat est surendetté ? La mondialisation a conduit nos pays à laisser échapper, via les délocalisations, leur substance productive pour s'installer dans le confort de la consommation, tandis que d'autres Etats devenaient producteurs de ce que nous consommons à crédit. D'un côté les dettes souveraines, de l'autre les fonds souverains.

Nous sommes à l'heure de vérité, il faut reconnaître les pertes que nous n'avons pas assumées jusqu'ici. Face aux sinistres successifs, il faut cesser de se raconter des histoires qui sonnent faux et sont anxiogènes, pour l'opinion comme pour les marchés. Les politiques ont beaucoup promis, mais la promesse s'est substituée à l'action. Il faut mettre la politique à l'abri du déni de réalité. Certes, la mondialisation est irréversible. Mais on a beaucoup « laissé faire », alors que nous devons parvenir à une communauté planétaire organisée.

Jérôme Cahuzac Nous nous sommes abandonnés à la tyrannie des marchés. Trop sollicités, les marchés ont eu leur mot à dire ! D'où la nécessité pour les Etats de se désendetter, non par orthodoxie économique, mais pour retrouver leur souveraineté. Etre endetté n'est pas en soi catastrophique, le problème est de conserver la

capacité de rembourser, d'éviter le moment où l'on emprunte pour rembourser... les intérêts de la dette.

Marc Roche Attention, le marché n'est pas un jeu de hasard ! Les acteurs financiers ne font qu'accélérer les tendances économiques fondamentales. On ne peut empêcher les investisseurs de se méfier des Etats dont la dette devient trop forte... **Philippe Aghion** Les marchés demandent, contrairement à ce que l'on croit, plus d'Etat, des Etats plus forts. Lorsque les Etats-Unis sont dégradés, c'est parce que l'opposition entre républicains et démocrates paralyse la politique budgétaire. Les marchés sanctionnent également le manque de coordination politique entre les Etats de la zone euro.

Jérôme Cahuzac Les marchés détestent les crises politiques. Ils sanctionnent la paralysie politique aux Etats-Unis, l'irresponsabilité et la fragilité du pouvoir de Silvio Berlusconi en Italie, l'indécision européenne sur l'application de l'accord du 21 juillet, l'absence de soutien des dirigeants français et allemands à l'idée des eurobonds [obligations européennes]. Il n'est pas étonnant que les marchés soient « troublés », et qu'ils testent ensuite les pays européens les uns après les autres.

Le problème viendrait donc de la mauvaise gestion de la crise de la dette ?

Jean Arthuis La gouvernance de l'Europe a été calamiteuse. Dès 2003, on a tordu le cou au pacte de stabilité, on a laissé la Grèce s'enliser dans le déficit. La responsabilité politique est forte. Il faut donc un changement radical de la gouvernance de l'Union.

« Il devient de plus en plus difficile d'appliquer la solution du "saut fédéral", alors que les populations l'auraient acceptée il y a un an »

Jérôme Cahuzac

Jérôme Cahuzac Le cas grec n'a pas été traité à temps : à chaque étape, on n'a solutionné que la moitié du problème, qui a pris ainsi une ampleur croissante. Si l'on avait réagi au moment où c'était encore un problème mineur, en mettant d'accord la France et l'Allemagne, le coût du sauvetage aurait été bien moindre que ce qu'il est devenu aujourd'hui nécessaire de faire.

Il devient malheureusement de plus en plus difficile d'appliquer la solution du « saut fédéral », alors que les populations l'auraient acceptée il y a un an. Maintenant, c'est trop tard. L'alternative est désormais : soit la Grèce rembourse, mais ce sera avec l'argent des contribuables européens ; soit elle fait défaut, mais les investisseurs ne feront alors pas de détail dans la zone euro. Il ne faut pas croire que l'on s'exonérerait des effets d'un défaut de la Grèce, y compris sur les populations, si on la laissait tomber. En 1938 et 1939, les diri-

geants européens n'ont pas voulu mourir pour Dantzig ou pour les Sudètes, et ils ont eu et le déshonneur et la guerre, pour paraphraser Winston Churchill. Evitons de nous déshonorer, et de payer encore plus cher par la suite.

Nous avons invité des banquiers à cette table ronde, mais aucun n'a souhaité être présent, jugeant sans doute que le climat était peu propice... Pourquoi les Etats ne parviennent-ils pas à réguler la finance ?

Jean Arthuis L'Etat étant devenu l'assureur systématique, plus une banque est grosse, plus elle se sent protégée. Normalement, une banque doit permettre d'investir dans l'activité économique. Mais là, on gagne de l'argent avec l'argent, et pas avec l'économie réelle. La cupidité et l'inefficacité du régulateur ont fait le reste : les ressources des investisseurs ont été captées par la sphère financière. Le problème est que les régulateurs ont des moyens dérisoires par rapport à la puissance des banques. Ce qui me préoccupe, c'est d'avoir les moyens de financer l'économie réelle. Il faut remettre tout cela à plat, donner aux régulateurs des moyens à la hauteur. Trois ans après la faillite de Lehman Brothers, le marché des CDS [credit default swaps, produits financiers censés protéger contre le risque de défaut d'un émetteur] n'est toujours pas régulé ! Ce qui est encourageant, c'est que les investisseurs, conscients des risques qu'ils prennent sur ces marchés opaques, sont tentés d'aller désormais sur des marchés mieux régulés.

Marc Roche Au cœur du problème, il y a le sentiment d'impunité des acteurs financiers eux-mêmes. Le grand argument des financiers contre toute régulation est de dire que ce qu'ils font est trop compliqué, et que « vous ne pouvez pas comprendre », alors qu'eux-mêmes ne comprennent pas ce qu'ils font... Tant que des limites claires ne sont pas posées, ils poussent à bout les logiques à l'œuvre. Ceux qui ont maquillé les comptes de la Grèce, ceux qui ont créé et promu les produits spéculatifs les plus toxiques, font encore de brillantes carrières. Ni en Grande-Bretagne ni aux Etats-Unis, aucun banquier n'a été condamné, ni même jugé, pour les malversations ou les négligences commises. Le G20 a clairement qu'il allait supprimer les paradis fiscaux. Mais chaque pays protège le sien ! Les Etats-Unis le Delaware, la Grande-Bretagne les îles Anglo-Normandes, la France Andorre, la Chine Hongkong, etc. Et quand LVMH lance, tout récemment, son OPA sur Hermès, les fonds mis en œuvre sont immatriculés à Panama...

Ce qui est frappant, c'est l'absence de contre-pouvoir face au pouvoir bancaire. Les ONG n'ont pas les compétences nécessaires, la presse est ligotée par la crise, les analystes, au sein des banques elles-mêmes, sont marginalisés parce qu'ils ne rapportent pas d'argent, les universitaires font financer leurs recherches par les milieux d'affaires. Il faudrait que les ONG,

les Eglises, les associations reprennent du pouvoir.

Jean Arthuis La taxe sur les transactions financières, par exemple, existe déjà dans le code général des impôts français, mais il y est dit qu'elle sera appliquée... quand tous les autres Etats l'appliqueront. Le risque, si on l'applique localement, est de voir les opérations financières aller se faire ailleurs. Il faudrait une démarche volontaire de tous les gouvernements européens, plus les Américains.

Philippe Aghion Les nouvelles règles prudentielles de Bâle 3, le rapport Vickers (pronant de nouvelles régulations à la City), représentent tout de même des progrès. Mais le problème est que l'innovation financière contourne sans cesse la réglementation, c'est une course infinie. D'où l'importance du débat sur la capitalisation des banques, puisqu'il s'agit de les amener à supporter une plus grande part des pertes éventuelles. La question est de savoir jusqu'où il faut aller dans ce sens.

Jérôme Cahuzac Le sentiment d'impunité nourrit le sentiment d'impuissance. Une banque est en train d'être démantelée, et l'on s'aperçoit que ses principaux dirigeants reçoivent, qui une « retraite chapeau », qui un parachute doré, tandis que l'on fait payer les contribuables pour sauver l'établissement. Il faut que cela cesse, sinon il y a un risque d'explosion.

Il y a toujours eu une tension entre la démocratie et le marché. On peut tout de même admettre que les valeurs de la démocratie sont supérieures aux valeurs du marché. Nous avons assisté à un déplorable effacement de la démocratie face au marché, comme on a vu, en d'autres temps, un déplorable effacement du marché face à l'Etat. Le problème est que les frontières des Etats et des marchés ne correspondent plus. Mais ce n'est pas une raison pour ne rien faire et attendre que les dix-sept Etats de la zone euro se mettent d'accord. Il faut que des pays comme la France et l'Allemagne prennent le risque, car c'en est un, de donner l'exemple de la régulation. C'est le rôle des politiques. Attendre est la pire des solutions.

Comment reprendre la main vis-à-vis des marchés ?

Maria Nowak Il existe deux « finances de l'ombre ». Celle du haut, qui nous occupe ici, et qui profite à quelques-uns. Et celle du bas, le microcrédit, qui est ma spécialité, mais qui n'intéresse personne, alors qu'elle concerne quatre milliards d'individus. Le moment est venu de réduire celle du haut et de développer celle du bas. Mais comme les Etats sont de plus en plus dépendants de la finance, il semble difficile d'imposer à celle-ci les régulations nécessaires. Il faut donc développer les capacités d'initiative des plus pauvres, de ceux qui paient le prix de la crise alors qu'ils n'en sont pas les responsables. Le coin de ciel bleu, c'est, pour moi, que les gens commencent à en avoir marre. Les « Indignés », le printemps arabe... On com-

mence à comprendre que l'on est arrivé à la fin, non pas de l'économie de marché ou du libéralisme, mais d'un capitalisme fou qui ne profite qu'à quelques-uns. Il faut que le capitalisme fasse sa perestroïka, car il est arrivé au même stade que le communisme quand il l'a faite, c'est-à-dire qu'il ne fonctionnait tout simplement plus.

Jérôme Cahuzac On peut difficilement accepter que les dépôts bancaires des particuliers et des entreprises servent encore à cautionner des effets de levier sur les placements risqués des banques d'affaires, malgré les leçons de la crise de 2008. Il faut

« On est arrivé à la fin, non pas de l'économie de marché, mais d'un capitalisme fou qui ne profite qu'à quelques-uns »

Maria Nowak

séparer l'activité des banques de dépôt et des banques d'affaires. Roosevelt l'avait fait, Obama l'a fait, quoique imparfaitement. Je sais qu'aucun banquier ne voit ça d'un bon œil, mais ça serait nécessaire.

Philippe Aghion Si les Etats sont soumis au marché, c'est parce qu'ils ont fait appel à lui ! Or, ils peuvent s'en dispenser s'ils savent se discipliner. C'est ce qu'ont fait les pays scandinaves après avoir subi une grave crise financière dans les années 1990. Ils ont certes régulé les banques, mais ils se sont aussi astreints à l'équilibre budgétaire pour pouvoir mener des politiques contra-cycliques : aider l'économie quand elle va mal, rembourser les dettes quand elle va bien. Ces pays connaissent ainsi une forte croissance au sein de l'économie mondialisée. Ils ont maintenu un haut niveau de qualité des services publics tout en abaissant les coûts. Mais ils ont aussi une fiscalité juste, où les riches sont imposés à 50 %, et pas à 20 %, une démocratie avancée, où des médias et des politiques indépendants contrôlent les choix ciblés et transparents des politiques publiques. Le marché est utile lorsque l'on sait en domestiquer les risques. Ceux qui sont contre la mondialisation en dénoncent les risques pour l'environnement, l'emploi, la protection sociale. La question est donc : comment se protéger contre ces risques ? Pas en se refermant, car toute économie fermée finit par décliner. Mais plutôt en innovant, en fabriquant de meilleurs produits que les autres, et en s'assurant mieux contre les risques : la flexicurité contre le chômage, la taxation du carbone contre la dégradation de l'environnement. L'Etat doit revenir en force, et ne plus être un Etat « naïf » face aux marchés. On peut à la fois accepter la mondialisation et avoir une politique affirmative pour, par exemple, protéger notre industrie. ■

Propos recueillis par Antoine Reverchon